



### Jérusalem Est— 01/01/19

#### Points clé

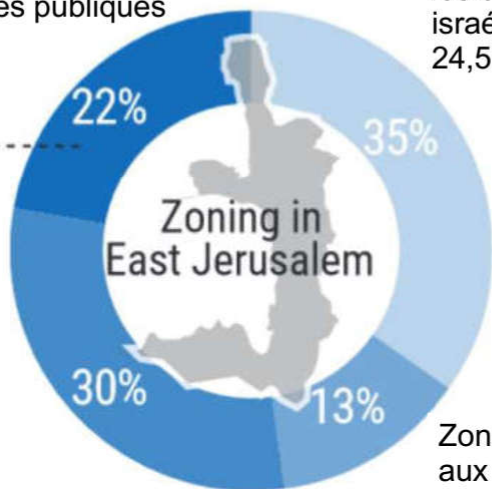
Environ 320 000 Palestiniens résident actuellement à Jérusalem-Est, en plus des 210 000 colons israéliens qui résident dans les colonies qui ont été construites et agrandies depuis 1967, contrairement au droit international. Environ 4,5 millions de Palestiniens du reste du territoire palestinien occupé (TPO) n'ont pas le droit de résider à Jérusalem-Est et, à certaines exceptions d'âge, ne peuvent pas entrer dans la ville sans les permis délivrés par Israël, qui sont difficiles à obtenir. Ceux qui obtiennent des permis ne peuvent utiliser que trois des 13 postes de contrôle le long de la barrière. Pendant les vendredis et le ramadan, des dizaines de milliers de Palestiniens du reste de la Cisjordanie sont autorisés à accéder à Jérusalem pour le culte.



#### Résidence, planification, zonage et démolitions

Réservés pour des espaces verts ou des infrastructures publiques  
15,48 km<sup>2</sup>

confisqués pour les colonies israéliennes  
24,50 km<sup>2</sup>



Zone sans planification  
21,35 km<sup>2</sup>

Zone réservée aux constructions palestiniennes  
9,18 km<sup>2</sup>

En raison d'une planification discriminante, entraînant une extrême difficulté à obtenir des permis de construire, les résidents palestiniens de Jérusalem Est sont confrontés à une grave pénurie de logements, les laissant sans choix autre que de construire «illégalement»

plus de **14 600** palestiniens ont vu leur autorisation de résidence à Jérusalem révoquée depuis 1967 par les autorités israéliennes, sous prétexte de ne pas disposer d'une « résidence légale »

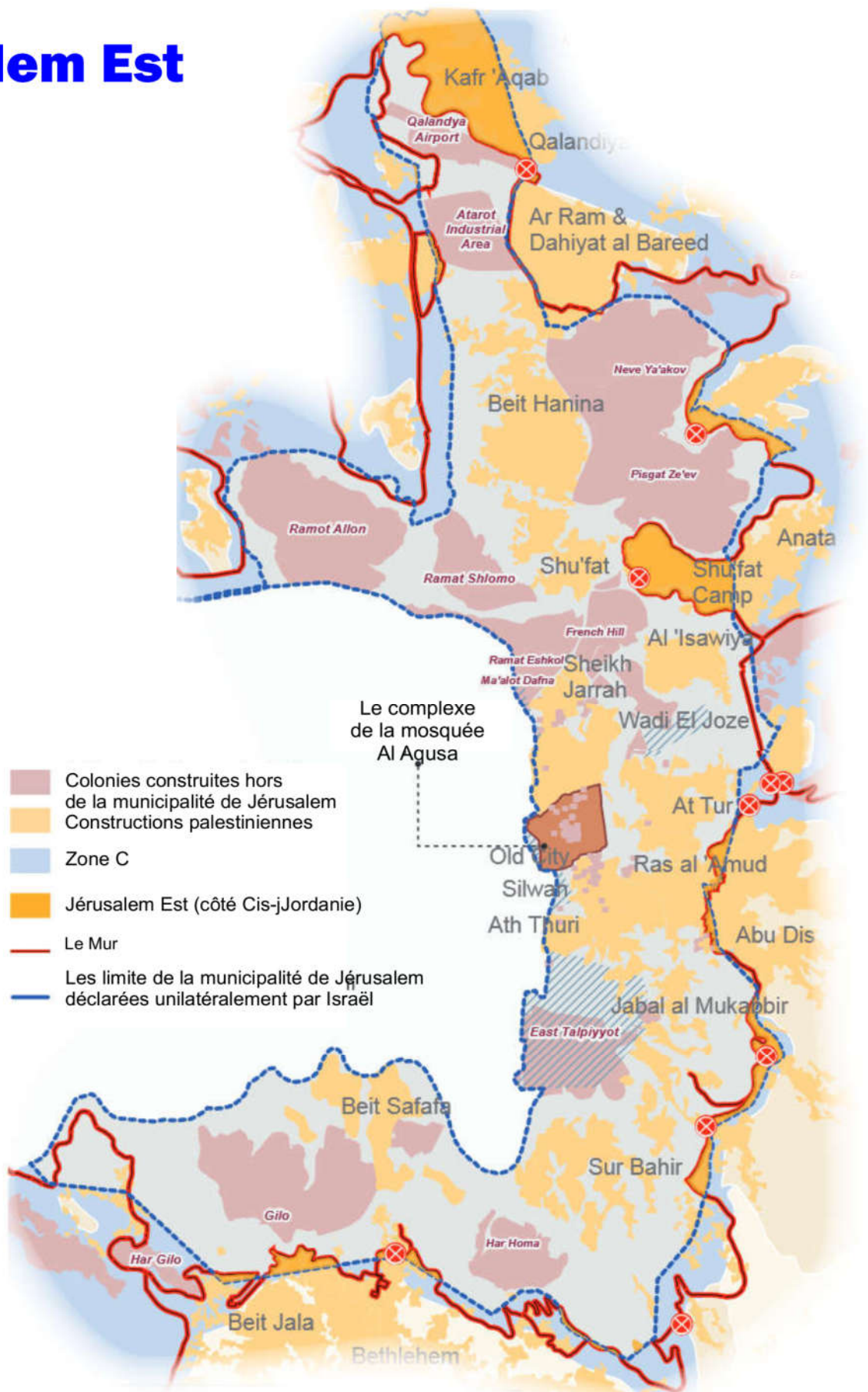
Au moins **33%** des palestiniens habitants Jérusalem Est manquent de permis de construire

Seuls **13%** des sols de Jérusalem Est sont réservés pour les palestiniens, dont l'essentiel est déjà construit

Plus de **1 700** maisons et autres structures Jérusalem-Est ont été démolies depuis 2000. Au cours des 10 dernières années, près de 7 000 personnes ont été déplacés de force.

Plus de **100 000** palestiniens vivent aujourd'hui sous la menace de déplacement forcé

# Jérusalem Est





## Le mur

À Jérusalem-Est, le mur sépare les quartiers palestiniens les uns des autres et du centre urbain, ce qui entraîne une diminution des services, la désorganisation des populations, un accès entravé et un statut de résidence incertain.

Plus de **130 000** détenteurs d'une carte d'identité de Jérusalem sont expulsés du centre urbain.

Environ **1 400** résidents de Cisjordanie dans 17 communautés ont été placés du côté «Jérusalem» de la barrière, mais se voient refuser la résidence et l'accès au travail et aux services à Jérusalem-Est.

## Tableau des expulsions de Jérusalem-Est par communauté

Environ 200 ménages palestiniens de Jérusalem Est risquent un déplacement forcé suite à des ordres d'expulsion le plus souvent initiés par des colons, mais se voient refuser la résidence et l'accès au travail et aux services à Jérusalem-Est.

	 Logements Structures	 Ménages Households	 Population Palestinians	 Enfants Children
Belt Hanina	2	4	23	9
Old City - Al Khalidiya & Al Qirami	4	11	44	18
Old City - Aqbat As Saraya	1	6	24	10
Old City - Burj Al Laqlaq	1	3	6	2
Ras Al 'Amud	1	2	12	3
Sheikh Jarrah - Um Haron	11	33	128	47
Sheikh Jarrah - Karm Al Ja'ouni	9	26	104	30
- Sheikh Jarrah	3	8	27	7
Silwan - Batn Al Hawa	20	85	397	205
Silwan - Wadi Hihweh	3	5	24	10
Belt Safafa	14	16	88	50
Total	69	199	877	391

Data Source: OCHA 2016 field survey

## La position de l'ONU concernant Jérusalem

L'annexion par Israël de Jérusalem-Est n'est pas reconnue par la communauté internationale. Le Conseil de sécurité des Nations Unies a déclaré dans de nombreuses résolutions (notamment les résolutions 252, 267, 471, 476 et 478) que toutes les mesures législatives et actions prises par Israël pour modifier le caractère et le statut de Jérusalem sont nulles et non avenues. La situation juridique en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, demeure celle d'une occupation militaire belligérante.